



LRD

# Exploiter l'énergie de la ferme nécessite beaucoup de discernement

« Ne me dites pas, pour l'amour de Dieu, que la nourriture est chère à cause des « biocarburants ». » On doit ce cri du cœur à Lula, proféré en réaction aux véhémentes protestations mondiales à leur égard.

Le président du Brésil a raison sur ce point : les agrocarburants sont loin d'être la seule cause des tensions qui ébranlent les marchés alimentaires mondiaux. Des sécheresses à répétition, une nourriture plus riche en viande et en produits laitiers en Chine, en Inde, au Brésil, etc., une spéculation boursière qui se reporte sur les denrées agricoles suite à la crise financière aux Etats-Unis et la baisse des stocks de céréales dans les pays émergents font également partie des causes de cette catastrophe.

Mais la principale cause des émeutes de la faim se trouve – d'abord et avant tout – dans tous ces gouvernements qui abandonnent leurs campagnes depuis des années. « Dans les pays où 20 à 35 % de la population ne mangent pas à leur faim, les budgets agricoles représentent 5,2 % des dépenses gouvernementales en 1998 contre 7,6 % en 1992 », écrivions-nous dans un récent dossier.<sup>1</sup>

Et encore : « Dans les pays où plus de 35 % de la population manquent de nourriture, la part de l'agriculture dans les budgets publics est passée de 6,8 % en 1992 à 4,9 % en 1996. A chaque fois, le poids de l'agriculture dans l'économie nationale est en décalage avec les ressources publiques qui lui sont allouées. Le Kenya et l'Ouganda, par exemple, consacrent moins de 5 % de leur budget public à l'agriculture alors que 70 % de leurs populations sont rurales. »

Face à de tels chiffres, faut-il s'étonner que le Kenya et l'Ouganda figurent parmi les treize pays d'Afrique qui, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), connaissent aujourd'hui de sévères situations localisées d'insécurité alimentaire ?

## Un défi énorme

Le problème est que Lula ne se limite pas à une telle défense. Il voit dans les agrocarburants une chance pour les campagnes : après un demi-siècle de décroissance des prix agri-

coles, ils amènent de nouveaux marchés et des prix plus rémunérateurs aux paysannes. Sur le papier, ils sont une aubaine pour des pays tropicaux très concurrentiels pour produire de la canne à sucre, de l'huile de palme, etc. Et dans les pays riches, ils sont un moyen de canaliser les surproductions.

C'est là où la controverse fait rage. L'un des leaders de la contestation est le rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Jean Ziegler : « Un crime contre l'humanité est commis lorsqu'on convertit un sol productif pour l'alimentation en terre à produire du « biocarburant », accuse-t-il.

« Le vrai crime contre l'humanité, lui rétorque Lula, est de discréditer les « biocarburants » a priori et de condamner les pays où l'on a faim et où l'on manque d'énergie à la dépendance et à l'insécurité. »

Entre ces deux relatifs néophytes en matière de développement agricole, qui a raison ? Le sociologue suisse spécialiste du blanchiment de l'argent sale ou l'ex-président du syndicat de la métallurgie brésilien ? Selon notre enquête, il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'il s'agit du Suisse : pour deux raisons très fortes, les agrocarburants sont un cul-de-sac pour l'humanité.

D'abord parce qu'il n'y a pas assez de terres et d'eau pour faire face en même temps à une demande alimentaire mondiale qui doublera d'ici 2025 et aux insatiables besoins en carburant des industries automobile et aéronautique. Ensuite parce que le bilan écologique des agrocarburants est au mieux dérisoire, au pire franchement dangereux. Chaque hectare de forêt rasée pour faire de la place à du soja ou à du palmier à huile laisse échapper des dizaines de tonnes de gaz à effet de serre, dont du protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) à l'impact très mal connu. Or, en perturbant le régime des pluies, le changement climatique joue déjà un rôle dans la crise alimentaire.

Ainsi apparaît-il irréaliste de demander à l'agriculture de remplir les réservoirs des voitures et des avions alors que le défi de nourrir une population mondiale en forte progression

sur fond de péril climatique est déjà énorme. Néanmoins, là est la surprise, il serait faux d'en conclure que tout, dans l'énergie agricole, est bon à jeter par-dessus les moulins.

## La piste du biogaz

Il existe des formes de valorisation énergétique de produits ou de sous-produits de la ferme qui sont à la fois capables de favoriser le bien-être de populations paysannes précarisées au Sud ou fragilisées au Nord et de lutter contre le changement climatique. Et cela sans détruire la forêt ni les sols ni, encore moins, la production alimentaire.

La plupart des expériences qui – de l'Allemagne au Mali en passant par le Pérou, la Suisse et la France – intègrent l'ensemble de ces paramètres, privilégient la production de chaleur et/ou d'électricité. La piste du biogaz pour générer chaleur et électricité, en particulier, cumule les avantages : en plus de fournir des revenus qui profitent aux populations rurales, elle réduit les émissions de méthane, très puissant gaz à effet de serre.

Dans la joute entre Jean Ziegler et Lula sur les agrocarburants, c'est bien le premier qui a raison. Mais si le désaccord portait sur l'énergie agricole, ce serait le second qui aurait le dernier mot. ■

*Note : dans ce dossier, les « agrocarburants » désignent les carburants végétaux actuels, que les « carburants végétaux de deuxième génération » sont appelés à remplacer d'ici dix à quinze ans. Cette terminologie n'a rien d'officiel. Par rapport au terme « biocarburants », son mérite est de distinguer la génération actuelle de carburants végétaux, qui concurrence l'agriculture, de celle à venir, conçue pour éviter ce travers.*

<sup>1</sup> LaRevueDurable. Situation des agricultures dans le monde, LaRevueDurable n° 20, avril-mai-juin 2006, pp. 16-18.

La  
controverse  
fait rage